

GROUPE COLABOR INC. RAPPORT DE GESTION

Pour l'exercice financier et quatrième trimestre clos le 30 décembre 2023

En date du 29 février 2024



TABLE DES MATIÈRES

1.	Porte	e du rap	poort de gestion et avis aux investisseurs	<u>3</u>
2.	À pro	opos de	Colabor	<u>4</u>
	2.1	Aperçu	u du profil de la Société	<u>4</u>
	2.2	Dévelo	oppements d'entreprise de 2023	<u>5</u>
	2.3	Stratég	gies de développement et perspectives d'avenir	<u>6</u>
	2.4	Indicat	teurs de performance financière clés	<u>7</u>
	2.5	Faits s	aillants annuels des trois derniers exercices	<u>8</u>
3.	Résu	ltats d'e	xploitation et financiers	<u>9</u>
	3.1	Résulta	ats d'exploitation	<u>9</u>
		3.1.1	Ventes sectorielles	<u>10</u>
		3.1.2	Charges opérationnelles	<u>11</u>
		3.1.3	BAIIA ajusté	<u>12</u>
		3.1.4	Frais non liés aux opérations courantes	<u>13</u>
		3.1.5	Amortissements	<u>13</u>
		3.1.6	Charges financières	<u>14</u>
		3.1.7	Impôts sur le résultat	<u>14</u>
		3.1.8	Résultat net	<u> 14</u>
	3.2	Situation	on financière	<u>15</u>
	3.3	Autres	variations importantes de la situation financière	<u>16</u>
	3.4	Donné	es liées aux actions en circulation	<u>17</u>
	3.5	Flux de	e trésorerie	<u> 18</u>
	3.6	Ressou	ırces en capital	<u>19</u>
4.	Regr	oupeme	nt d'entreprise et acquisition d'actifs	<u>20</u>
5.	Résu	mé des	derniers trimestres	<u>21</u>
6.	Mesu	ires de p	performance non conformes aux IFRS	<u>21</u>
7.	Trans	sactions	entre parties liées	<u>23</u>
8.	Trans	sactions	hors bilan	<u>23</u>
9.	Risqu	ues et in	certitudes	<u>23</u>
10.	Estin	nations 6	et jugements significatifs	<u>24</u>
11.			procédures à l'égard de l'information financière	
12.	Nouv	velles co	onventions comptables	
13	Instri	iments f	financiers	25



1. Portée du rapport de gestion et avis aux investisseurs

Ce rapport de gestion de Groupe Colabor Inc. et ses filiales (la « Société » ou « Colabor ») porte sur le résultat net, le résultat global, la situation financière et les flux de trésorerie du quatrième trimestre et de l'exercice financier clos le 30 décembre 2023. Les chiffres du quatrième trimestre ne sont pas audités, tandis que les chiffres présentés pour l'exercice sont audités. Il devrait être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités et leurs notes annexes pour l'exercice clos le 30 décembre 2023. Ces états financiers sont libellés en dollars canadiens et ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Ces états financiers peuvent être consultés à www.sedarplus.ca et à <a href="https://www

Énoncés de nature prospective

Le présent rapport de gestion contient des énoncés qui pourraient être de nature prospective au sens des lois sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs représentent de l'information ayant trait aux perspectives et aux événements, aux affaires, aux activités, à la performance financière, à la situation financière ou aux résultats anticipés de Colabor et, dans certains cas, peuvent être introduits par des termes comme « pourrait », « sera », « devrait », « s'attendre », « planifier », « anticiper », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « prédire », « potentiel », « continuer », « prévoir », « assurer » ou d'autres expressions de même nature à l'égard de sujets qui ne constituent pas des faits historiques. De manière plus précise, les énoncés concernant les projections financières, les résultats d'exploitation et la performance économique futurs de la Société, ainsi que ses objectifs et stratégies, représentent des énoncés prospectifs. Ces énoncés sont fondés sur certains facteurs et hypothèses, y compris en ce qui a trait à la croissance prévue, aux résultats d'exploitation, au rendement ainsi qu'aux perspectives et aux occasions d'affaires que Colabor juge raisonnables au moment de les formuler. Se reporter plus particulièrement à la rubrique 2.3 Stratégies de développement et perspectives d'avenir du présent rapport de gestion. Bien que la direction les considère comme raisonnables en fonction de l'information dont elle dispose au moment de les formuler, ces hypothèses pourraient se révéler inexactes. Les énoncés prospectifs sont aussi assujettis à certains facteurs, y compris les risques et incertitudes, qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des prévisions actuelles de Colabor. Pour de plus amples renseignements sur ces risques et incertitudes, la Société invite le lecteur à se reporter à la rubrique 9 Risques et incertitudes du présent rapport de gestion de la Société. Ces facteurs, qui incluent les risques reliés à la pandémie de la Covid-19 et les différents variants sous-jacents (« pandémie ») ainsi que les impacts possibles sur les consommateurs et l'économie, n'ont pas pour objet de représenter une liste complète des facteurs qui pourraient avoir une incidence sur Colabor, et les événements et résultats futurs pourraient être bien différents de ce que la direction prévoit actuellement. La Société invite le lecteur à ne pas s'appuyer outre mesure sur les renseignements de nature prospective figurant dans le présent rapport de gestion, renseignements qui représentent les attentes de Colabor à la date du présent rapport de gestion (ou à la date à laquelle elles sont censées avoir été formulées), lesquels pourraient changer après cette date. Bien que la direction puisse décider de le faire, rien n'oblige la Société (et elle rejette expressément une telle obligation) à mettre à jour ni à modifier ces renseignements de nature prospective à tout moment, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs, sauf si la loi l'exige.

Saisonnalité

Un exercice financier standard de Colabor est composé de treize périodes de quatre semaines chacune; les trois premiers trimestres sont chacun composés de trois périodes et le dernier trimestre, de quatre. L'exercice financier se termine le dernier samedi de décembre. Les trimestres et les exercices financiers clos le 30 décembre 2023 et le 31 décembre 2022 comptaient respectivement 16 et 17 semaines pour le trimestre et 52 et 53 semaines pour la période de 12 mois.

Ainsi, les ventes et le résultat net de la Société sont proportionnellement moins élevés aux premier, deuxième et troisième trimestres et plus élevés au quatrième trimestre puisque celui-ci compte en général 33 % plus de périodes d'opération que les autres trimestres de l'exercice. De plus, il est à noter que les ventes de la Société sont saisonnières. Ainsi, le volume des ventes du premier trimestre est normalement moins élevé en comparaison aux autres trimestres.



Finalement, le fonds de roulement évolue généralement au cours de l'exercice financier en raison de la nature saisonnière des activités, principalement au printemps et à l'été ainsi que durant les périodes de Fêtes (c.-à.-d. Noël et Pâques). Afin de répondre à la demande saisonnière accrue, les besoins en stocks augmentent ainsi que les clients et autres débiteurs. La facilité de crédit est utilisée au besoin pour supporter la fluctuation de cette activité saisonnière.

Les actions de Groupe Colabor Inc. se négocient à la Bourse de Toronto sous le symbole « GCL ».

Le lecteur trouvera d'autres informations concernant la Société sur SEDAR+ à <u>www.sedarplus.ca</u> et sur le site Web de Colabor à <u>www.colabor.com</u>. L'information sur le site Web de la Société n'est pas intégrée par renvoi au présent rapport de gestion.

2. À propos de Colabor

2.1 Aperçu du profil de la Société

Description des activités

Fondée en 1962, Colabor est une société qui effectue la distribution et la commercialisation de produits alimentaires et de produits liés à l'alimentation dans l'est du Canada dans les créneaux de l'hôtellerie, de la restauration, des marchés institutionnels (« HRI ») et celui du marché de détail. Colabor exerce présentement ses activités dans deux secteurs, soit le secteur Distribution et le secteur Grossiste.

A. Secteur Distribution

Les activités du secteur Distribution comprennent la distribution de produits alimentaires et connexes dans les créneaux de l'HRI et celui du marché de détail. Dans ce secteur, la Société distribue des produits spécialisés tels que les viandes, les poissons et les fruits de mer (« Distribution spécialisée ») ainsi que des produits généralisés alimentaires et connexes (« Distribution broadline »). Ces différents types de produits sont regroupés sous un seul secteur en raison de leur similitude au niveau de la nature des produits, du type de clients et des méthodes de distribution.

i. Distribution broadline

Ouébec

Les activités de la distribution au Québec se font par l'entremise de sa division Colabor Distribution Alimentaire (« CDA »). Il est un important distributeur auprès de clients des services alimentaires et de détail dans la grande majorité des régions du Québec et dans une moindre mesure, au Nouveau-Brunswick. CDA distribue plus de 10 000 produits depuis ses trois entrepôts stratégiquement situés à Lévis, à Rimouski et plus récemment à Saint-Bruno-de-Montarville. Sa clientèle, d'environ 5 000 clients, se compose principalement de restaurants, d'exploitants de services alimentaires, de magasins d'alimentation spécialisés, de comptes institutionnels tels des établissements de soins de santé, des écoles et des universités, ainsi que de certains autres clients du commerce de détail. CDA offre une gamme complète de produits, dont des produits congelés, des denrées sèches de consommation courante, des produits laitiers, des viandes, des poissons et fruits de mer, des fruits et légumes ainsi que des produits jetables et sanitaires. Elle offre donc une solution multiservice à ses clients.

CDA détient la certification Safe Quality Food (« SQF »), une norme reconnue en matière de gestion de la salubrité et de la qualité des aliments applicable notamment au secteur de l'entreposage et de la distribution afin d'être en mesure de confirmer auprès des clients que ses produits sont manipulés et distribués en respectant les normes les plus strictes sur le plan mondial. Cette norme SQF comprend le système Hazard Analysis Critical Control Point (« HACCP ») auquel on a ajouté des outils de gestion afin d'assurer son maintien et son amélioration continue. CDA démontre ainsi à sa clientèle actuelle et future tout son sérieux à vouloir offrir une gamme de services qui atteint les plus hauts standards de sécurité alimentaire et de qualité.



ii. Distribution spécialisée

Les Pêcheries Norref Québec Inc. (« Norref »)

Norref est une entreprise spécialisée dans l'importation et la distribution de poissons et de fruits de mer frais au Québec. Norref est reconnue comme le plus important distributeur de ce genre au Québec.

Norref exploite un centre de distribution à Montréal et détient une certification HACCP et une approbation fédérale lui permettant de vendre à l'échelle nationale. Norref distribue toute une gamme de poissons et de fruits de mer frais et surgelés. La clientèle de Norref est diversifiée et se compose de supermarchés, de restaurants, d'hôtels et de poissonneries.

Viandes Lauzon (« Lauzon »)

La division Lauzon effectue la préparation et la transformation de viandes diverses, incluant des produits de qualité supérieure pour les provinces du Québec et de l'Ontario et bénéficiant d'un partenariat stratégique avec Bœuf Québec. Lauzon est réputée, entre autres, pour ses produits, son expertise et pour un service à la fois efficace et souple au secteur HRI, du marché de détail et industriel. Lauzon mène ses activités dans une usine située à Montréal et détient une certification HACCP ainsi qu'une approbation fédérale lui permettant de vendre ses produits à l'échelle nationale.

B. Secteur Grossiste

Les activités du secteur Grossiste comprennent la vente de produits généralisés alimentaires et connexes à des distributeurs à partir de son centre de distribution de Boucherville, qui est déménagé à Saint-Bruno-de-Montarville à la fin de l'année 2023. Les ventes du Grossiste sont constituées de produits alimentaires et non alimentaires fournis à des distributeurs qui, à leur tour, redistribuent ces produits à plus de 25 000 clients faisant affaire dans les secteurs des services alimentaires et du commerce de détail pour la province de Québec et les provinces de l'Atlantique.

C. Durabilité

Colabor désire se démarquer par son offre de produits locaux, de qualité, soutenant un écosystème agricole et de pêcheries durables. À cet effet, la Société distribue des produits ayant obtenu des certifications reconnues mettant notamment en valeur leur origine, qualité, tracabilité et autres principes de durabilité. Colabor offre notamment de la viande certifiée Boeuf Québec et des fruits-de-mer certifiés SeaChoice, Certified Sustainable Seafood de la Marine Stewardship Council (MSC), Farmed Responsibly Certified de la Aquaculture Stewardship Council (ASC) et Ocean Wise. La Société a également conclu en 2021 une entente de distribution de produits issues de l'agriculture locale avec Maturin, une place de marché numérique offrant un vaste choix de produits frais et de qualités produits par près de 600 fermes et transformateurs québécois. Plus récemment, lors du premier trimestre de l'exercice 2023, la division Norref de Colabor a reçu la certification "fourchette bleue". Cette certification permet ainsi à l'entreprise de répondre aux objectifs de la Politique Bioalimentaire du Gouvernement du Québec et de contribuer activement à l'autonomie alimentaire du Québec en accentuant son offre de produits marins locaux au secteur HRI.

2.2 Développements d'entreprise de 2023

Au cours de l'exercice clos le 30 décembre 2023, l'événement suivant a eu un impact sur le développement général et les opérations de la Société ou témoignent de l'évolution du plan d'optimisation et de croissance de Colabor.

Déménagement dans notre nouveau centre de distribution et siège social

La Société a déménagé son siège social et l'entrepôt qui étaient situés à Boucherville vers de nouvelles installations situées à Saint-Bruno-de-Montarville à la fin de l'exercice 2023. Le nouveau bail est d'une durée de 20 ans et 6 mois, venant à échéance le 30 septembre 2044. Les nouveaux locaux industriels sont plus modernes et mieux situés pour desservir nos deux secteurs d'affaires, en plus d'offrir un milieu de travail stimulant et optimal au bien-être des employés. Ce nouveau site permettra d'accélérer la croissance des activités du secteur Distribution dans l'ouest du Québec.



Événement depuis la fin de l'exercice 2023

Le 29 février 2024, la Société a annoncé l'acquisition de certains actifs liés aux activités de services alimentaires de Beaudry & Cadrin Inc. (« Groupe Beaudry »). Se référer à la note 26 Événement postérieur à la date de clôture des états financiers consolidés pour plus de détails.

2.3 Stratégies de développement et perspectives d'avenir

Colabor a pour principaux objectifs financiers d'accroître sa rentabilité et de créer de la valeur pour ses actionnaires. En 2023, afin d'atteindre ses objectifs, le plan stratégique se définissait et s'articulait sur les piliers suivants :

- 1. Développer de nouveaux territoires de Distribution au Québec
 - Continuer le développement dans l'ouest du Québec; et
 - Saisir des occasions d'acquisition.
- 2. Optimiser la rentabilité et les efficacités
 - Continuer le développement de ses marques privées;
 - Accroître la distribution spécialisée (viandes et poissons); et
 - Investissement et modernisation de certains centres de distribution/divisions.
- 3. Attirer, retenir et développer les talents
 - Améliorer l'engagement des employés;
 - Lancement de la marque employeur; et
 - Prioriser une communication efficace au sein de l'organisation.
- 4. Renouveler et rafraîchir notre image
 - Continuer d'élargir l'offre locale;
 - Investissement au niveau de l'image de marque; et
 - Mise en place des objectifs en matière d'environnement, social et gouvernance (« ESG »).

Évolution du plan 2023

Au cours de l'exercice 2023, afin de développer de nouveaux territoires de Distribution au Québec, nous avons continué d'investir dans notre force de vente pour percer certaines régions du Québec qui étaient jusque-là peu exploitées par la Société. De plus, tel que mentionné précédemment, le déménagement à la fin de 2023 dans nos nouvelles installations de Saint-Bruno-de Montarville représente l'accomplissement d'une étape clé de la prochaine phase de croissance de Colabor. Ce nouveau site a été conçu sur mesure pour permettre à Colabor d'accélérer la croissance des activités du secteur Distribution dans l'ouest du Québec.

De plus, des investissements se sont poursuivis au cours de 2023 afin d'améliorer le positionnement de notre marque privée.

Au cours du quatrième trimestre de 2023, la Société a aussi fait le lancement officiel de sa marque employeur. Ce lancement et les outils connexes qui ont été développés permettront à Colabor de communiquer plus efficacement, d'attirer des talents en lien avec les valeurs de Colabor et de faire rayonner les succès de Colabor au sein de l'organisation.

La Société désire se démarquer par son offre de produits locaux, de qualité, soutenant un écosystème agricole et de pêcheries durables et en plus de diverses certifications qu'elle a déjà, elle a obtenu la certification "fourchette bleue" pour sa filiale Les Pêcheries Norref Québec inc. Cette certification permet ainsi à la Société d'être alignée aux objectifs de la Politique Bioalimentaire 2018/2025 du Gouvernement du Québec. En date du 22 juin 2023, la Société a aussi fait un placement de 13 % dans 9374-1502 Québec inc. (« Maturin ») qui propose exclusivement des aliments qui proviennent de près de 600 fermes et transformateurs d'ici. La Société était déjà un partenaire de Maturin, en étant son distributeur exclusif pour le secteur de l'hôtellerie, de la restauration, des marchés institutionnels (« HRI »). Ces projets contribuent activement à l'autonomie alimentaire du Québec en accentuant son offre de produits locaux au secteur HRI.



Plan pour 2024

En 2024, le plan stratégique afin d'atteindre ses objectifs se définit dans la continuité de 2023, et s'articule sur les piliers suivants :

- 1. Accélérer le développement de nouveaux territoires de Distribution au Québec
 - Continuer le développement dans l'ouest du Québec; et
 - Saisir des occasions d'acquisition.
- 2. Optimiser la rentabilité et les efficacités
 - Améliorer la gestion de catégorie des produits;
 - Continuer le développement de ses marques privées;
 - Accroître la distribution spécialisée (viandes et poissons); et
 - Investissement et modernisation de certains centres de distribution/divisions.
- 3. Attirer, retenir et développer les talents
 - Optimiser la valeur de notre nouvelle marque employeur; et
 - Investir dans la formation de nos employés.
- 4. Renouveler et rafraîchir notre image
 - Continuer d'élargir l'offre locale;
 - Investissement au niveau de l'image de marque; et
 - Mise en place des objectifs en matière d'ESG.

2.4 Indicateurs de performance financière clés

Indicateurs de performance	52 semaines	53 semaines
(en milliers de dollars, sauf le ratio d'endettement)	2023	2022
	\$	\$
Résultats et flux de trésorerie		
Ventes liées aux activités poursuivies	659 129	574 071
Résultat net lié aux activités poursuivies	6 047	4 551
BAIIA ajusté ⁽¹⁾	37 554	29 068
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	28 943	19 299
Situation financière	Au 30 décembre	Au 31 décembre
	2023	2022
	\$	\$
Fonds de roulement ⁽²⁾	53 981	48 800
Ratio d'endettement ⁽³⁾	2,4x	2,3x
Dette nette ⁽⁴⁾	61 481	47 764

⁽¹⁾ Mesure non conforme aux IFRS. Se référer au tableau du rapprochement du résultat net au BAIIA ajusté à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS. Le BAIIA ajusté correspond au résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes, l'amortissement ainsi que les charges relatives au régime de rémunération à base d'actions.

⁽²⁾ Le fonds de roulement est une mesure de performance non conforme aux IFRS. Le fonds de roulement est un indicateur de la capacité de la Société à couvrir ses passifs à court terme au moyen de ses actifs à court terme, voir la rubrique 3.2 Situation financière pour le détail du calcul.

⁽³⁾ Le ratio d'endettement est un indicateur de la capacité de la Société à s'acquitter de sa dette à long terme. Il est défini comme le ratio de la dette nette / BAIIA ajusté moins les paiements des obligations locatives des quatre derniers trimestres. Le chiffre correspondant de 2022 a fait l'objet d'un retraitement afin de refléter la nouvelle méthode de calcul établie pour 2023. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS.

⁽⁴⁾ Mesure non conforme aux IFRS. Se réfèrer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS. La dette nette correspond à l'endettement bancaire, la portion à court terme de la dette à long terme et la dette à long terme, net de l'encaisse.



Faits saillants de l'exercice 2023

- Les ventes consolidées se sont chiffrées à 659,1 millions \$, en hausse de 14,8 %, comparativement à l'exercice 2022 résultant principalement d'une augmentation du volume dont une partie est reliée à la conclusion de deux contrats de distribution auprès de chaînes, du fait qu'il n'y avait pas eu de mesures de confinement en 2023 comparativement à 2022 et de l'impact de l'inflation, mitigé par l'impact de la semaine additionnelle de l'exercice 2022. En excluant l'impact de la semaine additionnelle de 2022, la hausse des ventes aurait été de 16,4 %.
- Le résultat net des activités poursuivies s'est établi à 6,0 millions \$, en hausse de 1,4 million \$ comparativement à un résultat net des activités poursuivies de 4,6 millions \$ en 2022. Ce résultat s'explique par la hausse du BAIIA ajusté⁽¹⁾ et une baisse des frais non liés aux opérations courantes, mitigées par la hausse de l'amortissement et des charges financières.
- Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ provenant des activités poursuivies a atteint 37,6 millions \$ ou 5,7 % des ventes des activités poursuivies comparativement à 29,1 millions \$ ou 5,1 % des ventes des activités poursuivies en 2022, une hausse de 29,2 %. Cette augmentation provient de l'augmentation des ventes et une amélioration de la marge brute provenant d'un meilleur mix produits et clients, mitigée entre autres par une hausse des coûts de main-d'œuvre et des autres coûts de la chaîne d'approvisionnement, en lien avec la hausse des ventes, ainsi que des investissements afin d'accroître l'étendue de notre territoire.
- L'augmentation de la dette nette⁽⁴⁾ qui se chiffre à 61,5 millions \$ au 30 décembre 2023 comparativement à 47,8 millions \$ à la fin de l'exercice 2022 s'explique par l'utilisation additionnelle de la facilité de crédit de 12,0 millions \$ en lien avec les acquisitions d'immobilisations corporelles reliées à notre nouvel entrepôt. Le ratio d'endettement⁽³⁾ se chiffre à 2,4x par rapport à 2,3x en 2022.
- Au 30 décembre 2023, le fonds de roulement⁽²⁾ de la Société s'est chiffré à 54,0 millions \$, en hausse par rapport à 48,8 millions \$ à la fin de l'exercice précédent. Cette variation est en lien avec la croissance des ventes au cours de 2023.

2.5 Faits saillants annuels des trois derniers exercices

Faits saillants financiers	52 semaines	53 semaines	52 semaines
(en milliers de dollars, sauf les données par actions et les pourcentages)	2023	2022	2021
	\$	\$	\$
Ventes liées aux activités poursuivies	659 129	574 071	477 004
Résultat net lié aux activités poursuivies	6 047	4 551	8 253
Résultat net lié aux activités abandonnées	(455)	(486)	(411)
BAIIA ajusté ⁽¹⁾	37 554	29 068	25 420
Marge du BAIIA ajusté ⁽¹⁾	5,7 %	5,1 %	5,3 %
Résultat net par action de base et dilué lié aux activités poursuivies	0,06	0,04	0,08
Résultat net par action de base et dilué lié aux activités abandonnées	(0,01)	_	_
Total de l'actif	327 830	240 691	229 434
Passifs financiers non courants ⁽²⁾	55 522	43 375	46 989

⁽¹⁾ Le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS. La marge du BAIIA ajusté est calculée de la façon suivante : BAIIA ajusté divisé par les ventes de la période correspondante.

⁽²⁾ Les passifs financiers non courants comprennent la dette à long terme.



L'augmentation des ventes liées aux activités poursuivies de l'exercice 2022 par rapport à 2021 s'explique principalement par l'augmentation du volume provenant de notre clientèle de la restauration, compte tenu des mesures de confinement liées à la pandémie moins restrictives dans l'exercice 2022 contrairement à 2021, l'impact de l'inflation, l'acquisition d'actifs et de Le Groupe Resto-Achats inc. et ses filiales (« GRA »), ainsi que l'impact de la semaine additionnelle de l'exercice 2022. La fermeture des salles à manger des restaurants avait eu des impacts sur 4 semaines en 2022, comparativement à environ 24 semaines en 2021.

La baisse du résultat net lié aux activités poursuivies de l'exercice 2022 par rapport à 2021 s'explique principalement par le gain non récurrent de 3,8 millions \$ non lié aux opérations courantes lors de l'exercice 2021 et la hausse des amortissements, mitigé par la hausse du BAIIA ajusté⁽¹⁾ et la baisse des charges financières.

L'augmentation du BAIIA ajusté⁽¹⁾ pour l'exercice 2022 par rapport à 2021 s'explique essentiellement par l'augmentation des ventes et une amélioration de la marge brute, mitigée entre autres, par une baisse des subventions reçues de 2,5 millions \$.

La diminution des passifs non courants au 31 décembre 2022 par rapport à l'exercice précédent s'explique par des remboursements de la facilité de crédit.

3. Résultats d'exploitation et financiers

3.1 Résultats d'exploitation

Sommaire des résultats pour le quatrième trimestre et de l'exercice 2023

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	16 semaines	17 semaines		52 semaines	53 semaines	
	2023	2022	Écart	2023	2022	Écart
	\$	\$	%	\$	\$	%
Ventes	196 320	193 246	1,6	659 129	574 071	14,8
Coût des marchandises vendues	159 064	157 959	0,7	536 096	470 559	13,9
Charges d'exploitation ⁽²⁾	25 604	25 432	0,7	85 479	74 444	14,8
Charges opérationnelles	184 668	183 391	0,7	621 575	545 003	14,0
BAIIA ajusté ⁽¹⁾	11 652	9 855	18,2	37 554	29 068	29,2
Marge du BAHA ajusté ⁽¹⁾	5,9 %	5,1 %		5,7 %	5,1 %	

⁽¹⁾ Le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS. La marge du BAIIA ajusté est calculée de la façon suivante : BAIIA ajusté divisé par les ventes de la période correspondante.

⁽²⁾ Les charges d'exploitation sont ajustées pour exclure les charges relatives aux régimes de rémunération à base d'actions.



3.1.1 Ventes sectorielles

Ventes consolidées pour le quatrième trimestre et de l'exercice 2023

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	16 semaines	17 semaines		52 semaines	53 semaines	
	2023	2022	Écart	2023	2022	Écart
	\$	\$	%	\$	\$	%
Secteur Distribution	144 935	132 799	9,1	479 090	393 446	21,8
Secteur Grossiste	59 236	73 142	(19,0)	218 214	225 565	(3,3)
Éliminations intersectorielles et autres	(7 851)	(12 695)	38,2	(38 175)	(44 940)	15,1
Ventes	196 320	193 246	1,6	659 129	574 071	14,8

Les ventes consolidées du quatrième trimestre de 2023 étaient de 196,3 millions \$ comparativement à 193,2 millions \$ lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une augmentation de 1,6 %. En 2022, le trimestre comptait une semaine additionnelle. En excluant les ventes de la semaine additionnelle de 2022, la croissance des ventes aurait été de 5,8 %.

- La hausse des ventes du secteur Distribution de 9,1 % s'explique par la croissance du volume, dont une partie est reliée à la conclusion de deux contrats de distribution auprès de chaînes et l'impact de l'inflation, mitigée par la semaine additionnelle du quatrième trimestre de 2022. En excluant les ventes de la semaine additionnelle de 2022, la croissance des ventes aurait été de 14,2 %.
- La baisse du secteur Grossiste de 19,0 % s'explique par un projet d'optimisation de l'approvisionnement entre nos entrepôts diminuant nos ventes internes au secteur Distribution, ainsi qu'une baisse du volume externe causée entre autres par l'arrêt des opérations pendant le déménagement de l'entrepôt à Saint-Bruno-de-Montarville, et l'impact de la semaine additionnelle du quatrième trimestre de 2022, mitigée par l'impact de l'inflation. En excluant les ventes de la semaine additionnelle de 2022, la baisse des ventes aurait été de 17,0 %.
- Les éliminations intersectorielles et autres ont baissé de 38,2 % ce qui s'explique essentiellement par la diminution des ventes intersectorielles tel que décrit précédemment, et par la croissance des ventes de GRA.

Les ventes consolidées cumulatives pour l'exercice 2023 étaient de 659,1 millions \$ comparativement à 574,1 millions \$ lors de l'exercice précédent, soit une augmentation de 14,8 %. Au cours du premier trimestre de 2022, les salles à manger des restaurants avaient été fermées durant quatre semaines en raison de mesures reliées à la Covid-19. En excluant les ventes de la semaine additionnelle de l'exercice 2022, la croissance des ventes aurait été de 16,4 %.

- La hausse des ventes du secteur Distribution de 21,8 % s'explique par la croissance du volume, tel qu'expliqué ci-haut, l'impact de l'inflation et l'acquisition des actifs dans les territoires des Laurentides et de l'Outaouais, mitigée par la semaine additionnelle de l'exercice 2022.
- Les ventes du secteur Grossiste ont baissé de 3,3 % ce qui s'explique par une diminution du volume, dont nos ventes internes au secteur Distribution tel qu'expliqué ci-haut, le déménagement de l'entrepôt à Saint-Bruno-de-Montarville et la semaine additionnelle de l'exercice 2022, mitigé par l'impact de l'inflation.
- Les éliminations intersectorielles et autres ont baissé de 15,1 % ce qui s'explique essentiellement par la réduction des achats du secteur Distribution tel que décrit ci-dessus et la croissance des ventes de GRA, société qui a été acquise le 4 avril 2022.



3.1.2 Charges opérationnelles

Charges opérationnelles pour le quatrième trimestre et de l'exercice 2023

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	16 semaines	17 semaines		52 semaines	53 semaines	
	2023	2022	Écart	2023	2022	Écart
	\$	\$	%	\$	\$	%
Secteur Distribution	135 228	126 952	6,5	452 398	374 971	20,6
Secteur Grossiste	54 486	67 062	(18,8)	198 281	207 389	(4,4)
Éliminations intersectorielles et autres	(5 046)	(10 623)	52,5	(29 104)	(37 357)	22,1
Charges opérationnelles ⁽¹⁾	184 668	183 391	0,7	621 575	545 003	14,0

⁽¹⁾ Charges opérationnelles excluant les frais non liés aux opérations courantes, l'amortissement ainsi que les charges relatives au régime de rémunération à base d'actions.

Les charges opérationnelles consolidées du quatrième trimestre de 2023 étaient de 184,7 millions \$ comparativement à 183,4 millions \$ lors du trimestre correspondant de 2022, soit une augmentation de 0,7 %, en lien avec l'augmentation des ventes de 1,6 %.

- Les charges opérationnelles du secteur Distribution ont augmenté de 6,5 % au cours du quatrième trimestre provenant essentiellement de la hausse des ventes de 9,1 %, une hausse des coûts de main-d'œuvre et des autres coûts de la chaîne d'approvisionnement en lien entre autres avec la hausse de l'inflation et des investissements afin d'accroître l'étendue de notre territoire.
- Les charges opérationnelles du secteur Grossiste ont diminué de 18,8 % essentiellement en lien avec la baisse des ventes de 19,0 % au cours du quatrième trimestre de 2023.
- Les éliminations intersectorielles et autres ont diminué de 52,5 % provenant principalement de la baisse des ventes intersectorielles et de l'augmentation des charges reliées à GRA et du siège social au cours du quatrième trimestre de 2023.

Les charges opérationnelles consolidées cumulatives pour l'exercice 2023 étaient de 621,6 millions \$ comparativement à 545,0 millions \$ lors de l'exercice précédent, soit une augmentation de 14,0 %, en lien avec l'augmentation des ventes de 14,8 %.

- Les charges opérationnelles du secteur Distribution ont augmenté de 20,6 % provenant essentiellement de la hausse des coûts de marchandises vendues et des charges d'exploitation reliée à l'augmentation des ventes de 21,8 %, une hausse des coûts de main-d'œuvre et des autres coûts de la chaîne d'approvisionnement en lien entre autres avec la hausse de l'inflation et des investissements afin d'accroître l'étendue de notre territoire.
- Les charges opérationnelles du secteur Grossiste ont baissé de 4,4 % essentiellement en lien avec la baisse des coûts de marchandises vendues reliée à la baisse des ventes de 3,3 %.
- Les éliminations intersectorielles et autres ont baissé de 22,1 % provenant principalement de la baisse des ventes intersectorielles, et de l'augmentation des charges reliées à GRA et au siège social.



3.1.3 BAIIA ajusté

BAHA ajusté pour le quatrième trimestre et de l'exercice 2023

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	16 semaines	17 semaines		52 semaines	53 semaines	
	2023	2022	Écart	2023	2022	Écart
	\$	\$	%	\$	\$	%
Secteur Distribution	9 707	5 847	66,0	26 692	18 475	44,5
Secteur Grossiste	4 750	6 080	(21,9)	19 933	18 176	9,7
Éliminations intersectorielles et autres	(2 805)	$(2\ 072)$	(35,4)	(9 071)	(7 583)	(19,6)
BAIIA ajusté ⁽¹⁾	11 652	9 855	18,2	37 554	29 068	29,2
Marge du BAIIA ajusté ⁽¹⁾	5,9 %	5,1 %		5,7 %	5,1 %	

⁽¹⁾ Le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS. La marge du BAIIA ajusté est calculée de la façon suivante : BAIIA ajusté divisé par les ventes de la période correspondante.

Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ du quatrième trimestre de 2023 était de 11,7 millions \$ comparativement à 9,9 millions \$ lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une augmentation de 18,2 % et en pourcentage des ventes, les marges du BAIIA ajusté⁽¹⁾ ont atteint 5,9 % par rapport à 5,1 % lors de la période correspondante de 2022. Ces variations s'expliquent essentiellement par la croissance des ventes ainsi d'une augmentation de la marge brute provenant d'un meilleur mix de produits et clients :

- Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ du secteur Distribution a augmenté de 3,9 millions \$ ou 66,0 %. En pourcentage des ventes, la marge du BAIIA ajusté⁽¹⁾ s'est établie à 6,7 % comparativement à 4,4 % en 2022. Cette augmentation s'explique par une croissance des ventes de 9,1 % tel qu'expliqué précédemment et une augmentation de la marge brute.
- Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ du secteur Grossiste a diminué de 1,3 million \$, ou 21,9 % et s'explique essentiellement par une baisse des ventes de 19,0 % tel qu'expliqué précédemment et l'impact du déménagement au site de Saint-Bruno-de-Montarville au cours du quatrième trimestre.
- Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ provenant des éliminations intersectorielles et autres du quatrième trimestre 2023 a diminué de 0,7 million \$ ou 35,4 % comparativement à celui du trimestre correspondant de 2022 et s'explique essentiellement par la croissance des charges du siège social.

Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ cumulatif de l'exercice 2023 a atteint 37,6 millions \$ comparativement à 29,1 millions \$ lors de l'exercice précédent, soit une augmentation de 29,2 % et en pourcentage des ventes, les marges du BAIIA ajusté⁽¹⁾ ont atteint 5,7 % par rapport à 5,1 % lors de la période correspondante de 2022. Ces variations s'expliquent essentiellement par l'augmentation des ventes ainsi d'une augmentation de la marge brute provenant d'un meilleur mix de produits et clients :

- Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ du secteur Distribution a augmenté de 8,2 millions \$ ou 44,5 %. En pourcentage des ventes, la marge du BAIIA ajusté⁽¹⁾ s'est établie à 5,6 % comparativement à 4,7 % en 2022. Les variations proviennent d'une croissance des ventes et de la marge brute, mitigée par la hausse des coûts de main-d'œuvre et autres coûts de la chaîne d'approvisionnement et des investissements afin d'accroître l'étendue de notre territoire, tel qu'expliqué précédemment.
- Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ du secteur Grossiste a augmenté de 1,8 million \$, ou 9,7 % et s'explique essentiellement par une augmentation de la marge brute provenant d'un meilleur mix de produits et clients, malgré une diminution des ventes.



• Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ provenant des éliminations intersectorielles et autres de l'exercice 2023 a diminué de 1,5 million \$ ou 19,6 % comparativement à celui de la période correspondante de l'exercice précédent et s'explique essentiellement par la croissance des charges du siège social, mitigée par la croissance du BAIIA ajusté⁽¹⁾ de GRA.

3.1.4 Frais non liés aux opérations courantes

Frais non liés aux opérations courantes pour le quatrième trimestre et de l'exercice 2023

Les frais non liés aux opérations courantes relatifs aux activités poursuivies représentent principalement des frais de déménagement du siège social et de l'entrepôt qui étaient situés à Boucherville à de nouvelles installations à Saint-Bruno-de-Montarville pour un montant de 0,8 million \$ pour le quatrième trimestre de 2023 et de 0,9 million \$ pour l'exercice 2023 (néant \$ en 2022).

Les autres frais non liés aux opérations courantes représentent des honoraires juridiques et professionnels et autres charges en lien avec des activités non courantes et des acquisitions pour un montant de 0,1 million \$ le quatrième trimestre et pour l'exercice 2023, comparativement à 1,4 million \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.

3.1.5 Amortissements

Amortissements pour le quatrième trimestre et de l'exercice 2023

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	16 semaines	17 semaines		52 semaines	53 semaines	
	2023	2022	Écart	2023	2022	Écart
	\$	\$	%	\$	\$	%
Amortissement des immobilisations corporelles	1 265	810	56,2	4 234	2 342	80,8
Amortissement des immobilisations incorporelles Amortissement des actifs au titre de droits	1 486	1 274	16,6	4 312	4 066	6,1
d'utilisation	4 762	3 384	40,7	12 809	9 674	32,4
Amortissements	7 513	5 468	37,4	21 355	16 082	32,8

Pour les périodes de 16 et 52 semaines close le 30 décembre 2023, la charge d'amortissements est en hausse de 37,4 % et de 32,8 %, respectivement, comparativement à 2022 et s'explique principalement par l'augmentation de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation suite au renouvellement de baux depuis les 12 derniers mois, ainsi qu'à l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles.

⁽¹⁾ Le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures non-conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.



3.1.6 Charges financières

Charges financières pour le quatrième trimestre et de l'exercice 2023

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	16 semaines	17 semaines		52 semaines	53 semaines	
	2023	2022	Écart	2023	2022	Écart
	\$	\$	%	\$	\$	%
Intérêts sur la facilité de crédit	870	596	46,0	2 505	1 638	52,9
Intérêts sur la dette subordonnée	334	355	(5,9)	1 084	1 133	(4,3)
Intérêts sur les obligations locatives	1 492	541	175,8	2 694	1 475	82,6
Autres	33	258	(87,2)	342	534	(36,0)
Charges financières	2 729	1 750	55,9	6 625	4 780	38,6

Les charges financières du quatrième trimestre et de l'exercice 2023 se sont établies à 2,7 millions \$ et 6,6 millions \$ respectivement, comparativement à 1,8 million \$ et 4,8 millions \$ pour les périodes correspondantes de 2022. Cette hausse s'explique par l'augmentation des taux d'intérêt et de notre niveau d'endettement.

3.1.7 Impôts sur le résultat

Aux quatrièmes trimestres de 2023 et 2022, la charge d'impôt a atteint 0,2 million \$ et 0,7 million \$ respectivement. La variation provient essentiellement de la baisse du résultat avant impôts.

Pour l'exercice clos le 30 décembre 2023, la charge d'impôt a atteint 2,3 millions \$ comparativement à 1,8 million \$ lors de l'exercice 2022. L'augmentation de la charge d'impôts provient essentiellement de la hausse du résultat avant impôts.

3.1.8 Résultat net

Résultat net pour le quatrième trimestre et de l'exercice 2023

(en milliers de dollars, sauf le résultat net par action et les pourcentages)

	16 semaines	17 semaines		52 semaines	53 semaines	
	2023	2022	Écart	2023	2022	Écart
	<u>\$</u>	\$	%	<u> </u>	<u> </u>	%
Résultat net lié aux activités poursuivies	354	1 682	(79,0)	6 047	4 551	32,9
Résultat net lié aux activités abandonnées	(455)	(419)	8,6	(455)	(486)	(6,4)
Résultat net	(101)	1 263	(108,0)	5 592	4 065	37,6
Résultat net par action de base et dilué lié aux activités poursuivies	_	0,02	(100,0)	0,06	0,04	50,0
Résultat net par action de base et dilué lié aux activités abandonnées	_	(0,01)	100,0	(0,01)	_	
Résultat net par action de base et dilué	_	0,01	(100,0)	0,05	0,04	100,0



Le résultat net lié aux activités poursuivies du quatrième trimestre de 2023 était de 0,4 million \$ ou 0,00 \$ par action, comparativement à 1,7 million \$ ou 0,02 \$ par action lors de la période correspondante de l'exercice précédent. Les principales variations du trimestre sont la hausse des amortissements, des frais non liés aux opérations courantes en lien avec notre déménagement et des charges financières, mitigée par la hausse du BAIIA ajusté⁽¹⁾ tel qu'expliqué précédemment et une diminution de la charge d'impôts. Le résultat net du quatrième trimestre était de (0,1) million \$, ou 0,00 \$ par action, comparativement à 1,3 million \$ ou 0,01 \$ par action lors de la période correspondante de 2022. La variation s'explique par les éléments ci-haut mentionnés, mitigé par la diminution de 0,5 million \$ du résultat net lié aux activités abandonnées, en lien avec une perte actuarielle dans le cadre de la liquidation du régime de retraite à prestations définies. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant le quatrième trimestre de 2023 est de 101 986 464 comparativement à 101 954 885 lors de la période correspondante de 2022.

Le résultat net lié aux activités poursuivies cumulatif pour l'exercice 2023 a atteint 6,0 millions \$ ou 0,06 \$ par action, en hausse par rapport à 4,6 millions \$ ou 0,04 \$ par action lors de l'exercice 2022. La variation s'explique par la hausse du BAIIA ajusté⁽¹⁾, tel qu'expliqué précédemment, combinée à une baisse des frais non liés aux opérations courantes, mitigées par la hausse des amortissements, des charges financières et de la charge d'impôts. Le résultat net de l'exercice 2023 est de 5,6 millions \$, ou 0,05 \$ par action, en hausse de 1,5 million \$ par rapport à 4,1 millions \$, ou 0,04 \$ par action, lors de la période correspondante de 2022. La variation s'explique par les éléments ci-haut mentionnés, mitigé par la diminution de 0,5 million \$ du résultat net lié aux activités abandonnées, tel qu'expliqué précédemment. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant l'exercice 2023 est de 101 974 752 comparativement à 101 954 885 lors de la période correspondante de 2022.

3.2 Situation financière

Le tableau qui suit présente les principaux éléments des actifs et passifs courants consolidés qui composent le fonds de roulement⁽²⁾ de la société.

(en milliers de dollars)

	Au 30 décembre 2023 \$	Au 31 décembre 2022 \$	Écart \$
Actifs courants			
Clients et autres débiteurs	48 544	45 776	2 768
Stocks	50 730	45 084	5 646
Actifs courants	99 274	90 860	8 414
Passifs courants			
Fournisseurs et autres créditeurs	45 293	42 060	3 233
Fonds de roulement ⁽²⁾	53 981	48 800	5 181

⁽²⁾ Le fonds de roulement est une mesure de performance non conforme aux IFRS. La Société calcule son fonds de roulement tel que décrit ci-dessus. Voir la rubrique 1 Portée du rapport de gestion et avis aux investisseurs pour plus d'informations sur la saisonnalité des ventes.

Au 30 décembre 2023, le fonds de roulement⁽²⁾ de la Société s'est chiffré à 54,0 millions \$, en hausse de 5,2 millions \$ par rapport à la fin de l'exercice 2022. La hausse s'explique de la façon suivante :

Clients et autres débiteurs

Le solde des clients et autres débiteurs est en hausse de 2,8 millions \$ par rapport au 31 décembre 2022, provenant de la hausse des ventes.

⁽¹⁾ Le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures non-conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.



Stocks

Le solde des stocks est en hausse de 5,6 millions \$ par rapport au 31 décembre 2022, expliqué par l'augmentation des ventes et des investissements, entre autres pour la mise en place de nouveaux contrats.

Fournisseurs et autres créditeurs

Le solde des fournisseurs et autres créditeurs est en hausse de 3,2 millions \$ par rapport au 31 décembre 2022 provenant essentiellement de la croissance.

3.3 Autres variations importantes de la situation financière

Le tableau suivant présente les autres éléments importants de la situation financière de la Société au 30 décembre 2023 et leurs écarts par rapport à l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2022.

(en milliers de dollars)

	Au 30 décembre	Au 31 décembre	
	2023	2022	Écart
	\$	\$	\$
Immobilisations corporelles	23 510	8 247	15 263
Immobilisations incorporelles	18 498	22 079	(3 581)
Actifs au titre de droits d'utilisation	106 954	38 057	68 897
Actifs d'impôts différés	2 118	3 026	(908)
Dette à long terme	58 522	46 375	12 147
Obligations locatives	110 937	42 457	68 480
Obligation au titre de la retraite	_	2 279	(2 279)
Contrepartie éventuelle	646	1 188	(542)
Passifs d'impôts différés	660	715	(55)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	108 479	102 894	5 585

Immobilisations corporelles

L'augmentation des immobilisations corporelles provient essentiellement des acquisitions, dont des achats d'équipements reliés à notre nouvel entrepôt de Saint-Bruno-de-Montarville dont nous avons pris possession avant la fin de l'exercice 2023, mitigées par l'amortissement.

Immobilisations incorporelles

La réduction des immobilisations incorporelles provient essentiellement de l'amortissement.

Actifs au titre de droits d'utilisation

L'augmentation des actifs au titre de droits d'utilisation provient essentiellement de la signature de nouveaux baux, dont celui pour les locaux situés à Saint-Bruno-de-Montarville dont nous avons pris possession en novembre 2023, mitigée par l'amortissement.

Actifs d'impôts différés

La diminution des actifs d'impôts différés provient essentiellement du renversement d'attributs fiscaux au cours de l'exercice.



Dette à long terme

L'augmentation de la dette à long terme provient essentiellement de l'utilisation de la facilité de crédit et des achats d'équipements reliés à notre nouvel entrepôt, tel que décrit précédemment.

Obligations locatives

L'augmentation des obligations locatives provient essentiellement de la signature de nouveaux contrats de location, dont celui pour les locaux situés à Saint-Bruno-de-Montarville dont nous avons pris possession en novembre 2023, mitigée par des paiements effectués au cours de l'exercice.

Obligation au titre de la retraite

Un processus relatif à la liquidation du régime de retraite à prestations déterminées avait été entamé en 2021. Au cours de 2023, un rapport de liquidation a été déposé par la Société et l'obligation a été payée au même moment. L'approbation de la liquidation a été obtenue le 4 janvier 2024 par l'Autorité Ontarienne de Réglementation des services financiers et il est prévu que la liquidation complète du régime aura lieu au cours du premier trimestre de 2024.

Contrepartie éventuelle

La diminution de la contrepartie éventuelle provient essentiellement du paiement du premier des deux versements décrits à la rubrique 4 Regroupement d'entreprise et acquisition d'actifs, mitigé par la charge de désactualisation financière.

Passifs d'impôts différés

La diminution des passifs d'impôts différés provient essentiellement de la création d'attributs fiscaux au cours de la période.

Capitaux propres attribuables aux actionnaires

L'augmentation des capitaux propres attribuables aux actionnaires provient principalement du résultat net, mitigé par les autres éléments du résultat global de l'exercice.

3.4 Données liées aux actions en circulation

Le tableau suivant présente les données sur les actions et options de la Société au 27 février 2024. Se reporter aux notes 9, 18 et 20 des états financiers consolidés pour obtenir de plus amples renseignements.

(en milliers de dollars, sauf le nombre d'actions et le nombre d'options)

	Nombre	Montant
	d'actions / options	\$
Actions ordinaires		
Actions ordinaires participantes à droit de vote	101 986 464	257 054
Options sur les actions participantes à droit de vote		
Options en circulation	4 623 982	
Options pouvant être exercées	3 047 732	



3.5 Flux de trésorerie

Le tableau qui suit représente les flux de trésorerie consolidés du quatrième trimestre et de l'exercice 2023. (en milliers de dollars)

	16 semaines	17 semaines	52 semaines	53 semaines
	2023	2022	2023	2022
	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	8 899	(663)	28 943	19 299
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(7 139)	(2 059)	(20 266)	(6 061)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(1 240)	(1 084)	(7 022)	(16 511)
Variation nette de la trésorerie et équivalent de trésorerie des activités poursuivies	520	(3 806)	1 655	(3 273)
Variation nette de la trésorerie et équivalent de trésorerie des activités abandonnées	(3 380)	_	(3 380)	(8)
(Endettement bancaire) trésorerie et équivalent de trésorerie au début	(140)	2 531	(1 275)	2 006
Endettement bancaire à la fin	(3 000)	(1 275)	(3 000)	(1 275)

Activités opérationnelles

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ont atteint 8,9 millions \$ et 28,9 millions \$ pour le quatrième trimestre et l'exercice 2023 respectivement, par rapport à (0,7) million \$ et 19,3 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique principalement par une utilisation inférieure du fonds de roulement⁽²⁾ et par l'augmentation du BAIIA ajusté⁽¹⁾. L'utilisation inférieure du fonds de roulement⁽²⁾ s'explique par l'encaissement des comptes clients plus élevé en 2023 en lien avec la hausse des ventes et le décalage des achats d'inventaires et paiements des fournisseurs.

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement sont de (7,1) millions \$ et (20,3) millions \$ pour le quatrième trimestre et l'exercice 2023 respectivement, comparativement à (2,1) millions \$ et (6,1) millions \$ pour les périodes correspondantes de 2022. Les variations proviennent essentiellement des acquisitions d'immobilisations corporelles plus élevées, dont des achats d'équipements reliés à notre nouvel entrepôt tel que décrit précédemment, mitigées par l'acquisition de GRA pour un montant de 1,8 million \$ comparativement à 2,1 millions \$ en 2022.

Activités de financement

Les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement sont de (1,2) million \$ pour le quatrième trimestre de 2023, en hausse par rapport à (1,1) million \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La variation provient principalement d'une augmentation des déboursés en lien avec les obligations locatives et les charges financières, combiné à une utilisation additionnelle de la facilité de crédit de 5,5 millions \$ en 2023, comparativement à une utilisation de la facilité de crédit de 3,5 millions \$ en 2022.

Les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement sont de (7,0) millions \$ pour l'exercice 2023 comparativement à (16,5) millions \$ pour la période correspondante en 2022. La variation provient principalement d'une augmentation des déboursés en lien avec les obligations locatives et les charges financières, combiné à une utilisation additionnelle de la facilité de crédit de 12,0 millions \$, comparativement à un remboursement de 3,8 millions \$ en 2022.

⁽¹⁾ Le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures non-conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

⁽²⁾ Le fonds de roulement est une mesure de performance non conforme aux IFRS. Le fonds de roulement est un indicateur de la capacité de la Société à couvrir ses passifs à court terme au moyen de ses actifs à court terme, voir la rubrique 3.2 Situation financière pour le détail du calcul.



Variation de la trésorerie et équivalent de trésorerie des activités abandonnées

La variation nette de la trésorerie et équivalent de trésorerie provenant des activités abandonnées provient du paiement de l'obligation au titre de la retraite dans le cadre du processus en cours de la liquidation du régime, tel qu'expliqué précédemment.

Paiements exigibles

Les flux de trésorerie non actualisés, incluant capital et intérêts liés aux passifs de la Société comportent les échéances suivantes :

(en milliers de dollars)

	Paiements exigibles par période						
Obligations contractuelles	Total \$	Moins de 1 an \$	De 1 à 3 ans \$	De 3 à 5 ans \$	5 ans et plus \$		
Découvert bancaire	3 000	3 000	_	_	_		
Fournisseurs et autres créditeurs	45 293	45 293	_	_	_		
Facilité de crédit	48 284	6 663	41 621	_	_		
Dette subordonnée	17 357	1 088	16 269	_	_		
Contrepartie éventuelle	750	750	_	_	_		
Obligations locatives	191 307	12 950	28 033	22 763	127 561		
Engagements	1 625	1 438	187	_	<u> </u>		
	307 616	71 182	86 110	22 763	127 561		

3.6 Ressources en capital

Au cours de l'exercice 2024, la Société prévoit avoir besoin de liquidités afin de financer principalement :

- ses investissements en immobilisations corporelles;
- ses opportunités d'investissements; et
- ses obligations contractuelles.

Les sources de financement internes et externes disponibles sont :

- les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation; et
- la portion de la facilité de crédit non utilisée.

Au 30 décembre 2023, la Société respectait tous ses engagements bancaires. La Société s'attend à être en mesure de rencontrer ses obligations des 12 prochains mois par l'utilisation des flux de trésorerie futurs provenant des activités d'exploitation et par l'utilisation de la facilité de crédit non utilisée.



Au 30 décembre 2023, la Société disposait des sources de financements suivantes:

Facilité de crédit

Une facilité de crédit garantie de premier rang d'un montant autorisé de 80,0 millions \$, incluant un prêt à terme de 30,0 millions \$ et un crédit rotatif de 50,0 millions \$, dont 5,0 millions \$ en marge de crédit d'exploitation. La facilité porte intérêt au coût des fonds majorés de 1,75 % à 3,25 % selon les ratios de levier financier de la Société, pour un taux d'emprunt effectif de 7,42 % en 2023. La facilité est garantie par les actifs de la Société et ceux de certaines filiales et prévoit des limites quant aux opérations et aux activités, particulièrement en ce qui a trait aux investissements autorisés ainsi qu'à certains ratios financiers surtout liés au BAIIA ajusté⁽¹⁾ consolidé, aux charges financières et à la dette totale lesquels étaient respectés au 30 décembre 2023. Le prêt à terme est remboursable trimestriellement pour un montant annuel de 3,0 millions \$. De gré à gré, la facilité de crédit peut être augmentée de 20,0 millions \$ et vient à échéance le 18 février 2025. Au 30 décembre 2023, un montant de 22,0 millions \$ est disponible sur la facilité de crédit.

Dettes subordonnées

Une dette subordonnée d'un montant de 15,0 millions \$. La dette subordonnée porte intérêt au taux de 7,25 % à 8,25 % selon les ratios de levier financier, payable trimestriellement et vient à échéance en entier le 18 février 2026. La dette subordonnée est garantie par une sûreté sur tous les actifs présents et futurs de la Société, garantie qui est subordonnée à la garantie de premier rang consentie pour la facilité de crédit.

Capital-actions

Le capital-actions de Colabor est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires et d'actions privilégiées pouvant être émises en série, toutes sans valeur nominale. Le sommaire des droits, des privilèges, des restrictions et des conditions qui se rattachent aux actions ordinaires et aux actions privilégiées de Colabor est présenté à la Notice annuelle de Colabor datée du 29 février 2024 et qui est accessible via le site Web de SEDAR+ au www.sedarplus.ca.

4. Regroupement d'entreprise et acquisition d'actifs

A) Acquisition de GRA

Le 4 avril 2022, la Société a acquis la totalité des actions de GRA pour un montant de 4,5 millions \$, dont 2,0 millions \$ était payable à la date de la clôture, 1,0 million \$ a été payé le 4 avril 2023 et 1,5 million \$ en contrepartie éventuelle selon l'atteinte de certains seuils de revenus. La contrepartie éventuelle est payable en deux versements égaux de 0,8 million \$ dont le premier versement a été payé au quatrième trimestre de 2023 et le prochain est payable au quatrième trimestre de 2024. Les rajustements au fonds de roulement au montant de 0,6 million \$ ont aussi été versés en 2022.

Fondé en 2008 et ayant ses bureaux à Québec, GRA est un important regroupement d'achats de restaurants indépendants et résidences pour aînés situés essentiellement dans l'est du Québec. Se référer à la note 4 Regroupement d'entreprise et acquisition d'actifs des états financiers consolidés pour plus de détails.

L'entreprise acquise a contribué aux ventes de la Société pour un total de 4,4 millions \$ et au résultat net pour 0,2 million \$ pour la période comprise entre la date d'acquisition et la fin de l'exercice 2022. Si l'acquisition avait eu lieu le 26 décembre 2021, la direction estime que les ventes consolidées et le résultat net pro forma de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 auraient été de 575,0 millions \$ et 4,1 millions \$, respectivement.

B) Acquisition des actifs de Ben Deshaies Inc.

Le 22 avril 2022, la Société a fait l'acquisition de certains actifs de Ben Deshaies Inc. pour une somme de 0,4 million \$, notamment la liste de clients liés aux activités de services alimentaires dans les régions de l'Outaouais et des Laurentides, ainsi que certains équipements connexes.

⁽¹⁾ Le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures non-conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.



5. Résumé des derniers trimestres

Le tableau qui suit présente le résumé des résultats des huit derniers trimestres :

(en milliers de dollars, sauf les données par action)

	2023			2022				
	T4	Т3	T2	T1	T4	Т3	T2	T1
	(16 semaines)	(12 semaines)	(12 semaines)	(12 semaines)	(17 semaines)	(12 semaines)	(12 semaines)	(12 semaines)
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes	196 320	164 700	164 186	133 923	193 246	145 670	137 986	97 169
BAIIA ajusté ⁽¹⁾	11 652	11 034	9 294	5 574	9 855	8 894	8 006	2 313
Frais non liés aux opérations courantes	787	99	2	49	107	102	831	314
Résultat net lié aux activités poursuivies	354	3 539	2 314	(160)	1 682	2 832	1 690	(1 653)
Résultat net lié aux activités abandonnées	(455)				(419)		(14)	(53)
Résultat net	(101)	3 539	2 314	(160)	1 263	2 832	1 676	(1 706)
Résultat net par action de base et dilué lié aux		0.02	0.02		0.02	0.02	0.02	(0, 02)
activités poursuivies		0,03	0,02		0,02	0,03	0,02	(0,02)
Résultat net par action de base et dilué	_	0,03	0,02	_	0,01	0,03	0,02	(0,02)

Les ventes des huit derniers trimestres ont été touchées par divers facteurs, dont la pandémie au premier trimestre de 2022. Les ventes du quatrième trimestre de 2022 comportent une semaine supplémentaire comparativement à celui de 2023. Le résultat net du premier trimestre de chaque exercice financier est généralement négativement impacté par son caractère saisonnier. Le résultat net du quatrième trimestre de 2023 a été impacté négativement par les frais non liés aux opérations courantes liés au déménagement du siège social et l'entrepôt qui étaient situés à Boucherville dans des nouveaux locaux à Saint-Bruno-de-Montarville.

6. Mesures de performance non conformes aux IFRS

L'information comprise dans ce rapport renferme également certains renseignements qui ne sont pas des mesures du rendement conformes aux IFRS. Ces mesures de performance ne doivent pas être considérées isolément ou comme substituts aux autres mesures de la performance calculées en conformité avec les IFRS, mais plutôt comme renseignements complémentaires. Ces mesures sont largement répandues dans les milieux financiers pour mesurer la rentabilité des opérations. Elles reflètent l'inclusion ou l'exclusion de certains montants qui sont considérés comme non représentatifs de la performance financière récurrente de la Société. Étant donné que ces notions ne sont pas définies par les IFRS, elles pourraient ne pas être comparables avec celles d'autres sociétés.

BAIIA ajusté

Il s'agit d'une mesure couramment utilisée par la direction, ainsi que par les investisseurs et analystes afin d'évaluer la performance d'une entité et la capacité à générer des flux de trésorerie sur la base de ses activités courantes. Le BAIIA ajusté correspond au résultat net duquel les éléments suivants sont ajoutés : la charge d'amortissements, les frais non liés aux opérations courantes, ainsi que les charges relatives aux régimes de rémunération à base d'actions, les charges financières et les impôts sur les résultats.

⁽¹⁾ Le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures non-conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 6 Mesures de performance non conformes aux IFRS pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.



Rapprochement du résultat net au BAIIA ajusté

(en milliers de dollars)

	16 semaines	16 semaines 17 semaines		53 semaines	
	2023	2022	2023	2022	
	\$	\$	\$	\$	
Résultat net lié aux activités poursuivies	354	1 682	6 047	4 551	
Charge d'impôts	190	686	2 299	1 826	
Charges financières	2 729	1 750	6 625	4 780	
Résultat opérationnel	3 273	4 118	14 971	11 157	
Charges relatives au régime de rémunération à base d'actions	79	162	291	475	
Frais non liés aux opérations courantes	787	107	937	1 354	
Amortissements	7 513	5 468	21 355	16 082	
BAIIA ajusté	11 652	9 855	37 554	29 068	

Dette nette

La dette nette correspond à l'endettement bancaire, la portion à court terme de la dette à long terme et la dette à long terme, net de l'encaisse tel que présenté dans les états consolidés de la situation financière de Colabor. Il s'agit d'une mesure utilisée par les investisseurs et sert à calculer le ratio d'endettement.

Le tableau suivant présente le calcul de la dette nette : (en milliers de dollars)

	Au 30 décembre 2023 \$	Au 31 décembre 2022 \$	
Endettement bancaire	2 731	1 014	
Portion à court terme de la dette à long terme	3 000	3 000	
Dette à long terme	55 750	43 750	
Dette nette	61 481	47 764	



Ratio d'endettement

Le ratio d'endettement correspond à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté provenant des activités poursuivies duquel sont diminués les paiements sur obligations locatives des quatre derniers trimestres tels que présentés dans les états consolidés des flux de trésorerie, et est utilisé par la direction afin d'évaluer sa capacité d'emprunter des capitaux.

Le tableau suivant présente le calcul du ratio d'endettement :

(en milliers de dollars)

	Au 30 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
	\$	\$
BAIIA ajusté des quatre derniers trimestres	37 554	29 068
Paiements sur obligations locatives des quatre derniers trimestres	12 390	8 197
Ratio d'endettement ⁽¹⁾	2,4x	2,3x

⁽¹⁾ En 2023, la Société a modifié le calcul du ratio d'endettement afin de se rapprocher de celui de ses prêteurs et de mieux refléter sa situation financière réelle. Par conséquent, le chiffre correspondant de 2022 a fait l'objet d'un retraitement afin de soustraire les paiements sur obligations locatives de 8,2 millions \$ du BAIIA ajusté des quatre derniers trimestres et ce, pour fins de comparabilité.

7. Transaction entre parties liées

Les transactions entre parties liées de la Société comprennent celles avec les principaux dirigeants et les administrateurs de la Société. Sauf indication contraire, aucune des transactions ne comporte de caractéristiques ni de conditions spéciales. Les soldes sont généralement réglés en trésorerie.

En 2022, des transactions de ventes totalisant 5,0 millions \$ ont été effectuées avec une entité détenue par un administrateur de la Société en poste jusqu'au 30 mars 2022, date à laquelle le mandat d'administrateur a pris fin. Aucune transaction entre parties liées n'a eu lieu en 2023.

8. Transaction hors bilan

La Société n'a pas d'obligation relative à des transactions hors bilan, à l'exception de lettres de crédit bancaire de l'ordre de 6,0 millions \$ (1,0 million \$ au 31 décembre 2022), soutenant la location de deux centres de distribution de la Société.

9. Risques et incertitudes

Les activités de la Société sont assujetties à plusieurs risques et incertitudes qui sont plus amplement décrits à sa notice annuelle datée du 29 février 2024 la « Notice », qui est accessible sur le site web SEDAR+ à www.sedarplus.ca et sur le site Web de la Société au www.colabor.com. Les risques qui sont décrits à la Notice sont incorporés dans le présent rapport de gestion par renvoi.



10. Estimations et jugements significatifs

La préparation des états financiers consolidés exige que la direction de la Société pose un certain nombre de jugements et des estimations quant à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges. Ces jugements et estimations sont fondés sur les faits et l'information obtenue dont dispose la direction. La direction révise à chaque date de clôture ses jugements et estimations. Les résultats réels peuvent différer des jugements, estimations et hypothèses posés par la direction et ils seront rarement identiques aux résultats estimés.

L'information sur les jugements et les estimations significatifs qui ont la plus grande incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée dans la note 3 Estimations et jugements significatifs des états financiers consolidés.

11. Contrôles et procédures à l'égard de l'information financière

La direction a conçu et évalué les contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF) et les contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière présentée par la Société est fiable et que les états financiers qu'elle diffuse dans le public sont préparés conformément aux IFRS.

Le président et chef de la direction ainsi que le premier vice-président et chef de la direction financière ont évalué, au sens du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs, la conception et le fonctionnement des contrôles internes à l'égard de l'information financière en date du 30 décembre 2023. À la lumière de cette évaluation, ils ont conclu que la conception et le fonctionnement des contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF et CPCI) est efficace. Pour l'exercice clos le 30 décembre 2023, le président et chef de la direction ainsi que le premier vice-président et chef de la direction financière ont aussi évalué qu'il n'y a eu aucune modification du processus de contrôle interne à l'égard de l'information financière, ni des contrôles et procédures de communication de l'information financière ayant une incidence importante ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes et procédures.

12. Nouvelles conventions comptables

Modifications aux conventions comptables adoptées au cours de l'exercice 2023

Le 1^{er} janvier 2023, la Société a adopté les nouvelles normes comptables et interprétations suivantes, lesquelles n'ont pas eu d'incidence sur les présents états financiers consolidés.

Informations à fournir sur les méthodes comptables - Modifications d'IAS 1 et de l'énoncé de pratiques sur les IFRS 2

En février 2021, l'IASB a modifié IAS 1, Présentation des états financiers, pour exiger que les entités fournissent des informations sur leurs méthodes comptables significatives plutôt que sur leurs principales méthodes comptables. D'autres modifications d'IAS 1 expliquent la manière dont une entité peut identifier une méthode comptable significative. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023. La Société a adopté les modifications le 1^{er} janvier 2023.

Impôt différé lié aux actifs et aux passifs découlant d'une transaction unique – Modifications d'IAS 12

En mai 2021, l'IASB a modifié IAS 12, Impôts sur le résultat, afin de clarifier la façon dont les sociétés doivent comptabiliser l'impôt différé sur certaines transactions qui, lors de la comptabilisation initiale génèrent des différences temporaires à la fois imposables et déductibles. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023. La Société a adopté les modifications le 1^{er} janvier 2023.



13. Instruments financiers

A) Juste valeur

La juste valeur de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des clients et autres débiteurs ainsi que des fournisseurs et autres créditeurs est comparable à la valeur comptable en raison des courtes échéances, donc la valeur temps de l'argent est non significative.

La valeur comptable et la juste valeur des autres instruments financiers dans les états consolidés de la situation financière se détaillent comme suit :

(en milliers de dollars)

	30	Au 30 décembre 2023		Au 31 décembre 2022	
	Valeur comptable \$	Juste valeur \$	Valeur comptable \$	Juste valeur \$	
Actif financier					
Non courant					
Instrument financier dérivé	413	413	740	740	
Passifs financiers					
Courants					
Solde de prix d'achat	_		993	1 000	
Contrepartie éventuelle	646	646	542	542	
Non courants					
Facilité de crédit	43 629	43 750	31 531	31 750	
Dette subordonnée	14 893	15 000	14 844	15 000	
Contrepartie éventuelle	_	_	646	646	
	59 168	59 396	48 556	48 938	

En avril 2021, la Société a conclu un contrat de swap de taux d'intérêt d'une valeur nominale initiale de 15,0 millions \$ dans le but de couvrir le risque de fluctuation des taux d'intérêt sur une portion de sa facilité de crédit à compter de mars 2022, et ce jusqu'à l'échéance de la facilité de crédit en 2025. Le taux d'intérêt fixé par le contrat de swap est de 1,43 %. Les conditions permettant d'appliquer la comptabilité de couverture ayant été réunies, les variations de juste valeur sont donc comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

La juste valeur du contrat de swap de taux d'intérêt est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. La juste valeur du contrat de swap de taux d'intérêt représente les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler le contrat à chaque date de clôture. Au 30 décembre 2023, la juste valeur du swap de taux d'intérêt est un actif d'un montant de 0,4 million \$ comptabilisé à la rubrique Autres dans les actifs non courants à l'état consolidé de la situation financière.

La juste valeur de la contrepartie éventuelle a été déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs au taux d'emprunt marginal de la Société.



La juste valeur de la facilité de crédit est comparable à la valeur comptable, étant donné que le taux d'intérêt fluctue en fonction du taux du marché avec des conditions comparables à celles prévalant sur le marché.

La juste valeur de la dette subordonnée a été déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs au taux de 7,25 % (7,25 % au 31 décembre 2022), soit le taux en vigueur de la dette subordonnée.

Évaluation de la juste valeur

Lorsqu'elle évalue la juste valeur d'un actif ou d'un passif, la Société se base le plus possible sur des données observables du marché. Les justes valeurs sont présentées selon la hiérarchie des justes valeurs, qui regroupe trois niveaux selon l'importance des données utilisées dans l'évaluation de la juste valeur de ces éléments. Les trois niveaux de hiérarchie des évaluations à la juste valeur sont les suivants :

- Niveau 1: prix cotés (non réajustés) sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques;
- Niveau 2: données autres que les prix cotés visés au niveau 1, observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement; et
- Niveau 3: données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données du marché observables.

Au 30 décembre 2023, la Société a classé l'évaluation de la juste valeur de la facilité de crédit, de la dette subordonnée et du contrat de swap de taux d'intérêt selon le niveau 2, et celle de la contrepartie éventuelle selon le niveau 3. Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux au cours de l'exercice 2023.

B) Gestion des risques financiers

La Société est exposée à divers risques financiers qui résultent à la fois de ses opérations, de ses activités d'investissement et de ses activités de financement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Société et vise à protéger la Société contre les principaux risques financiers auxquels la Société est exposée ainsi que les politiques en matière de gestion des risques financiers sont détaillées ci-après. La Société ne conclut pas de contrats visant des instruments financiers, incluant des dérivés financiers, à des fins spéculatives.

Risque de taux d'intérêt

La facilité de crédit porte intérêt à un taux variable et expose donc la Société à un risque de flux de trésorerie découlant des variations des taux d'intérêt. Les autres actifs et passifs financiers de la Société ne présentent aucun risque de taux d'intérêt étant donné qu'ils ne portent pas intérêt à des taux variables. La Société gère son exposition au risque de taux d'intérêt en favorisant une répartition adéquate entre les passifs financiers à taux fixe et les passifs financiers à taux variable.

L'analyse de sensibilité comprend les éléments qui portent intérêt à des taux variables et démontre qu'une variation raisonnablement possible selon la conjoncture actuelle du marché de 1,0 % du taux d'intérêt aurait une incidence de 0,2 million \$ sur le résultat net en 2023 (0,2 million \$ en 2022).

De plus, la Société a conclu un contrat de swap de taux d'intérêt d'une valeur nominale initiale de 15,0 millions \$ avec une institution financière dans le but de couvrir le risque de fluctuation des taux d'intérêt sur une portion de sa facilité de crédit à compter de mars 2022, et ce jusqu'à l'échéance de la facilité de crédit en 2025. La Société révise périodiquement le niveau de la dette sur laquelle les taux d'intérêt devront être fixés.

Risque de crédit

La valeur comptable des clients et autres débiteurs et des autres actifs aux états consolidés de la situation financière représente le montant maximal du risque de crédit auquel la Société est exposée.



Le risque de crédit de la Société provient principalement des comptes clients et autres actifs. Le risque de crédit lié aux comptes clients est généralement diversifié. La Société exige un cautionnement ou une lettre de crédit bancaire pour certains de ses clients. Au 30 décembre 2023, la Société détient des garanties pour 1,2 % des comptes clients (1,1 % au 31 décembre 2022). De plus, certains clients doivent faire des paiements d'avance ou payer sur livraison afin de minimiser les risques de crédit.

La politique de la Société consiste à soumettre chaque client à une procédure de vérification de son crédit.

Risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et à s'assurer que la Société dispose de sources de financement sous la forme d'emprunts bancaires autorisés suffisants. La Société établit des prévisions budgétaires et prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations. Ces prévisions sont mises à jour sur une base régulière. Selon nos prévisions mises à jour avec l'information dont la direction dispose actuellement, la Société s'attend à être en mesure de rencontrer ses obligations des 12 prochains mois par l'utilisation des flux de trésorerie futurs provenant des activités d'exploitation et des fonds disponibles sur la facilité de crédit en place.